

# Apple soutient son patron, Steve Jobs

Embourbé dans une sombre affaire de stock-options antidatées, le p-dg d'Apple, Steve Jobs, bénéficie néanmoins du soutien du conseil d'administration de la firme de Cupertino.

[Alors même que le patron semble avoir un peu trop croqué](#) dans la pomme, les inconditionnels applaudissent. Si le conseil d'administration a décidé de défendre Steve Jobs c'est en partie à cause d'une enquête menée sur Internet qui semble totalement blanchir le grand manitou de l'iPod.

Pourtant, l'attribution non réglementaire de 'stock-options' aux dirigeants constitue désormais un cas de fraude sérieux qui pourrait coûter au groupe informatique une action en justice à l'initiative du régulateur boursier américain, la SEC ou Security and Exchange Commission.

Apple déclare que Steve Jobs « *était au courant, et aurait même recommandé l'attribution de 'stock-options' à des responsables, mais [il n'en a pas bénéficié lui-même](#)* » .

Rappelons que l'attribution de stock-options antidatées ou postdatées a longtemps été une « *pratique courante* » dans les entreprises américaines, puisque cela était considéré comme légal!

Mais la SEC a décidé de veiller au grain : depuis plusieurs mois, elle enquête, tambour battant, sur pas moins de 160 sociétés.

« *La commission spéciale, ses conseillers et comptables indépendants ont mené un examen minutieux des pratiques d'attribution de stock-options chez Apple, et le Conseil d'administration est désormais confiant sur le fait que le groupe a réglé le problème en révisant ses résultats* », affirme Apple dans un courrier envoyé à la SEC, par qui le scandale a été révélé .



Le groupe écarte l'hypothèse d'une mauvaise conduite du p-dg concernant un plan de stock-options controversé remontant à octobre 2001.

Pourtant Steve Jobs a déjà présenté ses excuses publiques pour ce dossier cet automne; mais l'affaire a ressurgi cette semaine, la presse affirmant, de sources proches du dossier, que « *le p-dg aurait reçu à l'époque 7,5 millions de stock-options antidatées sans l'approbation, indispensable, du Conseil d'administration.* »

Pour décider d'une action en justice, la SEC prendra notamment en compte les conclusions d'Apple.

Pour l'instant , la communauté financière ne semblait pas inquiète d'un tel développement et était plutôt soulagée par les conclusions du groupe. D'après l'AFP, l'action a pris + 5,43% à 85,26 dollars vers 15H50 GMT le vendredi 29 décembre 2006 à New York.